

Cette quinzaine, nous vous proposons des solutions concrètes pour libérer le potentiel d'un système de santé fédéral. Puis, alors que les pays membres de l'OTAN ont décidé d'augmenter les dépenses de défense, où en est la Suisse? Et ce n'est pas tout, notre équipe romande s'agrandit. N'hésitez pas à partager l'information autour de vous! Bonne lecture!

Essential

Un système de santé fédéral plus efficace

Santé

Un système de santé fédéral plus efficace
L'organisation décentralisée du système de santé est une force, mais elle ne déploie son potentiel qu'à travers une coopération régionale et une mesure transparente de la qualité.

Contexte
L'organisation du secteur de la santé en Suisse relève majoritairement de la compétence des cantons. Ils sont responsables de la planification hospitalière et de la fourniture des soins de longue durée. Les cantons prennent aussi en charge une partie du financement des prestations. Ils peuvent verser des subventions aux hôpitaux pour des opérations d'infirmité générale ainsi que des réductions individuelles de prime-maladie pour soulager les ménages plus modestes. Souvent décriée, l'organisation décentralisée est pourtant une force car elle permet de tenir compte des particularités démographiques et culturelles locales.

Faits
275
Avec 275 hôpitaux, la Suisse dispose d'une densité d'hôpitaux exceptionnelle. Mais quantité n'est pas synonyme de qualité: de nombreux hôpitaux ne respectent pas le nombre de cas minimum par intervention recommandé pour assurer une qualité minimale.

Recommandations
La variété offerte par le fédéralisme n'est pas un défaut, mais un atout. Des réformes sont pourtant nécessaires pour corriger ses défauts. Des réformes sont nécessaires pour corriger ses défauts. Des réformes sont nécessaires pour corriger ses défauts.

Les cantons urbains ont les primes les plus élevées
Primes moyennes moyennes 2023 par assuré, en francs

Plus un canton est urbain (CE, BS ou ZG), plus les primes d'assurance-maladie sont élevées. Dans les cantons ruraux (AI, OW, GR) les primes sont moins élevées.

26 laboratoires d'expérimentation
La décentralisation favorise la concurrence entre les cantons, les assureurs et les fournisseurs de prestations. Elle encourage le développement de modèles de soins, et permet de tester des concepts: ceux qui fonctionnent peuvent être repris et ceux qui échouent sont retirés du marché.

Des réponses politiques différentes
Le fédéralisme permet de tenir compte des particularités de politiques sociales locales. Dans le canton de Vaud, 30% de la population profitez des subventions d'assurance-maladie en 2023. Bâle-Campagne était plus ciblé avec seulement 20%, mais des montants plus élevés.

Des écarts qui posent des questions
On observe une grande variation des primes selon les cantons. Par exemple, le nombre d'antidépresseurs du genre par habitant était trois fois plus élevé dans le canton de Bâle-Ville que dans celui de Genève. Inversement, le canton de Vaud effectue 3 fois moins de scans que le canton de Zurich, plus de scans que le canton de Zurich.

Conflits d'intérêts
Les cantons, propriétaires d'hôpitaux, sont tiraillés entre la maximisation des revenus et l'intérêt des citoyens payeurs. Le poids électoral des employés de l'hôpital et le souhait d'avoir un hôpital proche de chez soi baissent l'empêchent souvent. Des structures inefficaces ou défectives sont donc maintenues.

Coopérations intercantionales au sein d'une région de soins
Des coopérations intercantionales au sein d'une région de soins devraient être encouragées. Troisième, une vraie transparence sur la qualité des soins à l'aide d'indicateurs de qualité par malade encouragerait les spécialisations des hôpitaux dans ce qu'ils font de mieux.

essentials

En Suisse, la politique de santé relève principalement de la compétence des cantons. Ce fédéralisme est souvent critiqué pour sa complexité, mais il est surtout une force, car il permet de tenir compte des réalités locales. Pour tirer pleinement parti de cette organisation décentralisée du système de santé, des réformes ciblées sont nécessaires :

- Limiter les sièges dans les conseils d'administration octroyés selon les couleurs partisans pour éviter les conflits d'intérêt.
- Renforcer les coopérations intercantionales au sein des régions de soins.
- Introduire des indicateurs de qualité par maladie pour encourager la transparence sur la qualité des soins et la spécialisation des hôpitaux.

Dans le dernier Essential, Diego Taboada et Stefanie Gletzmann font le point sur la situation et proposent des recommandations concrètes.

[L'essentiel en 1 page.](#)

Le chiffre de la semaine



Avec [275 hôpitaux](#), la Suisse dispose de l'une des densités hospitalières les plus élevées au monde. Mais quantité n'est pas automatiquement synonyme de qualité: de nombreux hôpitaux n'atteignent pas le nombre de cas minimum par intervention recommandé pour assurer une qualité minimale.

Crèches

Subventions, coûteuses, mais inefficaces ?

Au cœur du contre-projet indirect à «l'initiative sur les crèches», un financement pouvant atteindre 500 francs par mois pour les familles, une mesure estimée à 700 millions par an. La Confédération sort le chéquier pour encourager les mères à (re)prendre le chemin du travail. Mais l'investissement atteindra-t-il sa cible? Patricia Schafer a sorti sa calculatrice et ses conclusions réservent quelques surprises.

A découvrir [ici](#).

Offres d'emploi

Nous recrutons à Lausanne !

Pour notre bureau romand, nous recrutons deux nouveaux profils:

 Chercheuse ou Chercheur (80–100%)

Un poste idéal en début de carrière pour mener des recherches, analyser des données, co-rédiger des publications, participer à des événements et contribuer à notre mission de think tank.

 Assistant (e) de recherche & d'équipe (30–50%)

Un rôle polyvalent de soutien à la recherche, à la communication et à la logistique d'équipe, avec une large vue d'ensemble sur nos activités et nos projets.

Intéressé (e)? Ou vous connaissez quelqu'un qui pourrait l'être ?

Alors découvrez le détail de ces offres [ici](#).

Save the date: 28 novembre 2025

La Suisse et l'UE, une relation à l'épreuve des bouleversements géopolitiques

Le séminaire sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne revient en novembre pour sa 11e édition à Genève. Les récentes décisions prises par l'administration américaine — des droits de douanes au repli stratégique — ont déclenché des bouleversements géopolitiques et géostratégiques à l'échelle mondiale. C'est dans ce contexte d'imprévisibilité croissante que la Suisse et l'UE visent à consolider et développer leur coopération à travers une nouvelle série d'accords bilatéraux qui viennent d'être mis en consultation.

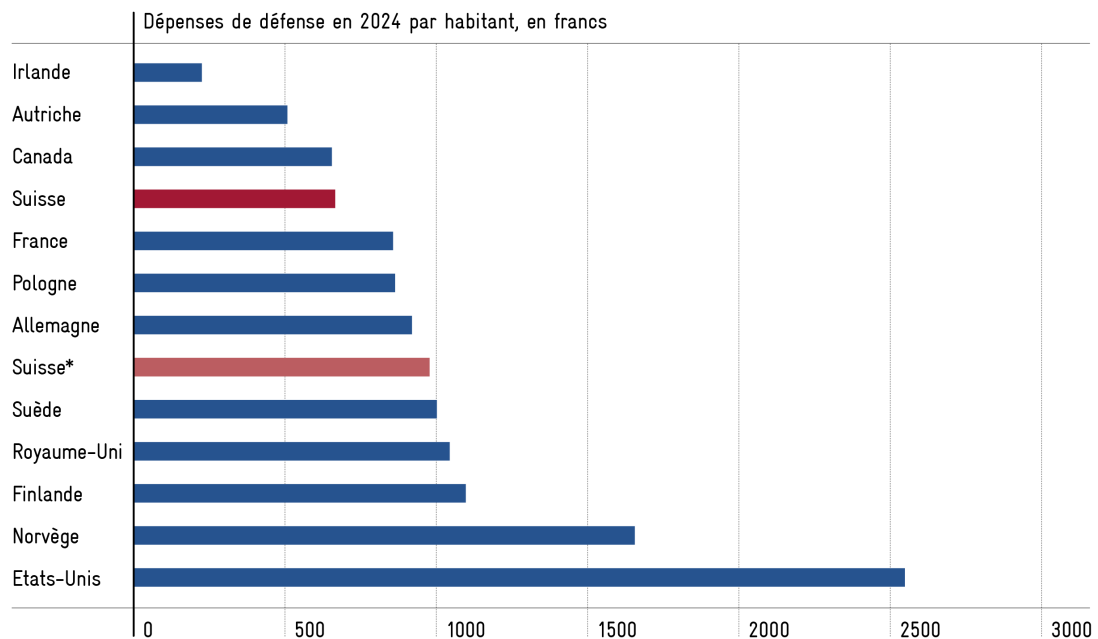
Pour jauger au mieux ces accords, le séminaire propose de prendre du recul et d'aborder des questions avec des enjeux transversaux pour l'avenir économique de la Suisse et de l'Union européenne. L'euro jouera-t-il un rôle plus important dans l'ordre monétaire international? L'innovation est-elle encore possible en Europe? Quel avenir pour la circulation des personnes?

Venez échanger avec des intervenants de haut niveau issus des secteurs institutionnel, académique et privé européens et suisses.

Dépenses de défense

La Suisse est mieux lotie qu'en apparence

Dépenses militaires: la Suisse se situe dans la moyenne par habitant



Cette semaine, les pays de l'OTAN ont décidé d'augmenter les dépenses de défense pour qu'elles atteignent 5% du PIB. Avec 0,7%, la Suisse semble loin derrière. Mais cette impression est trompeuse. Michele Salvi, Simon Stocker et Philippe Güttinger montrent pourquoi la Suisse est mieux placée en comparaison internationale que ne le laissent supposer les chiffres officiels.

Réponse [ici](#).

Revue de presse

Dans les médias



AI Les jeunes de moins de 30 ans doivent-ils pouvoir bénéficier de l'AI? C'est à cette question que Diego Taboada, Directeur romand, a apporté des éléments réponse au micro de l'émission [Forum \(RTS\)](#). Plus qu'une question économique, il s'agit surtout de réintégrer au mieux les jeunes sur le marché du travail et dans la société. Une rente enlève toute perspective de réinsertion aux moins de 30 ans, de plus en plus touchés par des troubles psychiques.

Egalité sur le marché du travail Dans un article du [Temps](#) sur le chemin à parcourir pour atteindre l'égalité salariale, Patrick Leisibach, Senior Fellow, rappelle que «la discrimination salariale est difficile à prouver statistiquement de manière incontestable.»

Agriculture A la question «Les agriculteurs ont-ils trop de poids politique en Suisse?» posée dans un article du [Regard Libre](#), Michele Salvi, Vice-directeur, répond: «Oui. Bien que ces derniers ne représentent que 2% de la population active, environ 20% des élus fédéraux ont un lien avec ce secteur. Cette profession est également surreprésentée dans les cantons et les communes.» Cela dit, il rappelle que l'influence des agriculteurs est le résultat d'un processus démocratique.

Prévoyance Le magazine [Prévoyance Professionnelle Suisse](#) est revenu sur l'intervention de Diego Taboada, Directeur romand, lors de la Journée Prévoyance 2025. Il a posé la question du rapport au travail et de l'évolution des nouvelles générations. En intégrant le

marché du travail, les femmes sont passées d'une absence presque totale à une présence à hauteur de 40%, voire 60%. Quant aux hommes, ils commencent, surtout depuis 2010, à opter pour du temps partiel, soit à 80 ou 90%. Quelle influence sur les recettes des trois piliers?

Entreprises Dans un article pour le [PME Magazine](#), Patrick Leisibach, Senior Fellow, s'exprime sur le nombre d'étrangers à la tête des entreprises suisses. «Il faut distinguer les grandes structures, principalement tournées vers les marchés internationaux et les sociétés de plus petite taille, davantage centrées sur le marché national. Dans cette seconde catégorie, les personnes de nationalité étrangère ne sont pas surreprésentées dans les fonctions dirigeantes, même si leur effectif a progressivement augmenté».

On vous a transféré cette infolettre?
Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?
En tant que think tank indépendant, [Avenir Suisse](#) développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications actuelles

avenir suisse

26.02.2020
analyse

Avantages garantis pour les banques cantonales

Les coûts cachés des garanties d'Etat explicites et des exonérations fiscales

Lukas Schärer

Les perturbations sur la place financière suisse, liées aux incertitudes autour de l'Etat Suisse, ont relancé le débat politique sur les garanties de l'Etat pour les banques. Dans ce débat, un grand groupe de banques est resté invisible: les banques cantonales. Une majorité des banques cantonales bénéficie à la fois d'une garantie explicite de l'Etat et de privilèges fiscaux. Selon nos estimations, l'avantage des garanties explicites de l'Etat s'élèverait à environ 585 millions de francs par an, et l'avantage fiscal au niveau fédéral à environ 100 millions de francs par an.

En Suisse, 21 des 24 banques cantonales disposent aujourd'hui encore d'une garantie d'Etat explicite ou implicite. Cela implique que des citoyens suisses, privés comme des banques de développement à leur création, les établissements communaux servent à combler les lacunes dans l'approvisionnement en services financiers destinés aux artisans d'une région, ainsi que pour l'agriculture, mais, aussi, finalement, les temps ont changé.

avenir suisse

11.03.2020
analyse

Optimiser la gestion de l'immigration

Pourquoi une clause de sauvegarde est politiquement séduisante, mais économiquement discutable

Patrick Leisibach, Mathias Suter

La forte immigration en Suisse suscite le débat sur sa limitation. Mais comment peut-on gérer l'immigration de manière efficace sur le plan économique? Cette analyse explore les forces et les faiblesses des différents instruments. Une clause de sauvegarde, déjà très populaire dans les milieux politiques, n'est pas optimale: elle comporte des risques économiques et bureaucratiques de taille, surtout si elle aboutit à des contingents. Une base d'indicateurs offre une alternative flexible et efficace. Mais cet instrument n'est pas sans faille.

Indicateurs	
1. Dépend à une limitation de l'immigration	1
2. Coefficient pour l'immigration	2
3. Coefficient relatif en fonction de la quantité ou des prix	3
4. Quand régler le nombre d'immigrants en termes?	4
5. Sur quel critère? Facteurs internes ou externes	5
6. Ce qui sera réglé par le droit d'asile?	6

avenir suisse

avenir suisse

Repenser la prévoyance vieillesse

Pour une modernisation du système des trois piliers

Dagmar Talswiler, Simon Esterson et Johnnie Coudinley

Nos publications actuelles

[Avantages garantis pour
les banques cantonales](#)

[Optimiser la gestion
de l'immigration](#)

[Repenser la
prévoyance
vieillesse](#)

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

[Gestion de l'abonnement](#)